

Juste Terre!

n°171 - JUIN 2020

www.entraide.be

Suivez-nous sur Facebook et Twitter

À l'heure où nous nous réjouissons de la mise en place du déconfinement, petit retour en arrière sur la façon dont la pandémie a été vécue par nos partenaires et sur les actions qu'ils ont mises en œuvre pour y faire face. La crise du Covid-19 a mis en exergue les faiblesses de nos systèmes alimentaires mondialisés, mais aussi la capacité d'innovation, de changement des communautés que nous soutenons. Beaucoup de leurs actions s'inscrivent logiquement dans la poursuite de leur travail axé sur l'agroécologie, un mode de production déjà résilient en soi. Entraide et Fraternité en est convaincue : l'agroécologie peut nous aider à devenir plus résilients face à ce genre de crise qui ne sera malheureusement pas la dernière.



Édito

Laudato Si' : un texte historique et inspirant

C'est peu dire qu'Entraide et Fraternité (avec beaucoup d'autres associations et de croyants) s'est réjoui de l'appel du pape François en faveur de la solidarité internationale et de la lutte contre les changements climatiques dans un texte historique et inspirant : l'encyclique *Laudato Si'* publiée il y a 5 ans.

Le texte souligne que : « *Quand la nature est considérée uniquement comme une source de profit et de gain, cela a de graves conséquences pour la société dans son ensemble [...]. Ce modèle est complètement en désaccord avec les idéaux d'harmonie, de justice, de fraternité et de paix proposés par Jésus.* » Cette position est pleinement partagée par Entraide et Fraternité : de nombreuses communautés avec lesquelles nous travaillons à travers le monde sont persécutées parce qu'elles défendent la création et leurs droits contre des « mégaprojets » comme des mines, des monocultures ou des barrages hydroélectriques, lesquels sont emblématiques de la façon dont quelques puissants tirent profit du modèle économique d'aujourd'hui basé sur l'exploitation intensive et exclusive des ressources naturelles.

Dans le contexte actuel de la pandémie du coronavirus, les propos du pape François restent d'une vibrante actualité : « *Je renouvelle mon appel pressant à répondre à la crise écologique. La clameur de la terre et la clameur des pauvres ne peuvent pas durer plus longtemps* », a-t-il déclaré.

Laudato Si' nous dit que « tout est lié » et, tragiquement, cette catastrophe sanitaire a beaucoup en commun avec la catastrophe écologique : deux urgences mondiales qui toucheront de nombreuses personnes, directement et indirectement. Elles sont toutes deux vécues de manière intense par les personnes pauvres et vulnérables, et elles exposent les profondes injustices de nos sociétés.

Face aux inégalités sociales et aux graves crises sanitaires, écologiques et socio-économiques actuelles, l'encyclique *Laudato Si'* délivre un message d'espoir et de changement qui nous encourage tous dans nos engagements solidaires. Entraide et Fraternité veut fermement s'y engager avec vous à nos côtés.

■ Valérie Martin

Directrice de la communication

Pour que la Terre tourne plus JUSTE !

Nos partenaires face au coronavirus

Si le coronavirus continue de meurtrir la Belgique et l'Europe, il n'épargne pas non plus les pays du sud où nos partenaires accompagnent les communautés les plus pauvres. En Europe, la solution du confinement s'est rapidement imposée avec en prime un système de santé efficace, mais qu'en est-il pour les pays du sud ? Les mesures prises par les autorités pour faire face à cette véritable pandémie varient d'un extrême à l'autre : le Burundi s'en remet à Dieu, le président brésilien va jusqu'à nier son existence, tandis que dans d'autres pays, les mesures de confinement sont drastiques, comme c'est le cas au Rwanda ou encore au Pérou. Mais tous nos partenaires, quelle que soit la situation, continuent à travailler. Zoom sur la situation de nos partenaires début mai.

Haïti : choisir entre mourir du coronavirus ou de la faim en confinement ?

En Haïti, la présence du virus fait craindre une situation incontrôlable dans un pays extrêmement vulnérable aux épidémies. En effet, **nombreux sont les Haïtiens qui n'ont aujourd'hui pas accès aux services sociaux de base comme les soins de santé, ou l'accès à l'eau potable.** La situation est vraiment grave, la population qui se trouve dans les bidonvilles n'a même pas accès à un logement décent, encore moins à l'électricité. À côté de tout cela, beaucoup d'Haïtiens sont contraints de vivre au jour le jour, et doivent sortir quotidiennement pour trouver de quoi nourrir leur famille, leurs enfants. **La majorité de la population ne peut pas rester confinée.** La population craint que les mesures de confinement prises par les autorités en mars créent une nouvelle famine comme en témoigne Ricot Jean-Pierre, directeur de la PAPDA : « *La fermeture des frontières, étant donné la dépendance du pays aux importations, pourrait avoir des conséquences énormes sur la sécurité alimentaire. En réaction, nous avons débloqué des fonds pour acheter 100 kilos de semences pour chaque organisation du programme afin de soutenir les paysans dans leur production alimentaire.* »

Guatemala : le pays est paralysé, pas nos partenaires !

Au Guatemala, nos partenaires sont restés actifs malgré les mesures paralysant le pays. Début mars, **COINDI a lancé un spot télévisé pour informer et sensibiliser les communautés mayas** aux mesures de prévention car les consignes sanitaires des autorités n'étaient données qu'en espagnol et non dans les langues autochtones. COINDI s'est également lancée dans la production de gel d'alcool, de savon liquide et de masques. **Le MOJOCA s'est occupé de livrer de la nourriture aux jeunes de la rue,** oubliés des mesures de protection des autorités.

Afrique des Grands Lacs : de la protection de Dieu au confinement intégral

Fin avril, le Burundi était officiellement l'un des pays du monde qui présentait le moins de cas avérés de coronavirus, ce que les autorités expliquent par « la grâce divine ». La vie continue donc comme si de rien n'était comme le confirme Prosper Masumbuko, le coordonnateur d'Entraide et Fraternité sur place : « *Les autorités ont décidé de maintenir la campagne électorale et des élections prévues en mai. Tous les partenaires continuent donc pour le moment leurs activités.* »

La situation est diamétralement opposée au Rwanda, comme en témoigne Eugène Niyigena d'APROJUMAP : « *Ici au Rwanda, les mesures sont drastiques et les frontières ont même été fermées. J'ai moi-même été l'objet d'un confinement strict pour avoir assisté à une réunion à l'ambassade de Belgique à laquelle l'un des intervenants a été identifié comme porteur de coronavirus.* »

En République démocratique du Congo, le gouvernement a pris de nombreuses mesures pour endiguer la propagation de la pandémie. Dans la province du Sud-Kivu où opèrent nos partenaires dont l'APEF, **les mesures ordonnées par le gouvernement ont un fort impact sur la sécurité alimentaire,** et tout particulièrement sur celle des femmes et





Au Pérou, le confinement affecte la nutrition des enfants.



En Haïti, la production agricole est essentielle pour la survie des communautés.



Au Guatemala, l'équipe du MOJOCA en pleine préparation des repas pour les enfants des rues de la capitale.



Au Rwanda, notre partenaire Eugène juste avant d'être placé en quarantaine.

filles. Des femmes et filles qui ne restent pas pour autant inactives. Afin de lutter activement contre la propagation du virus, l'APEF s'est lancée dans la fabrication de masques et de seaux-robinets.

Pérou, un couvre-feu pour empêcher le virus d'enflammer le pays

Au Pérou, **le gouvernement a établi l'état d'urgence nationale**, incluant un couvre-feu qui court de huit heures du soir jusqu'à cinq heures du matin et ce, jusqu'au 24 mai inclus. Rocio, coordinatrice d'Entraide et Fraternité sur place, nous donne des nouvelles des différents partenaires : « *Les travailleuses domestiques accompagnées par IPROFOTH sont fortement touchées, leurs employeurs refusant qu'elles viennent travailler. Sans revenus, IPROFOTH ne sait pas comment elles vont faire pour se nourrir, pour survivre. La maison d'accueil temporaire de l'association où les travailleuses domestiques en situation d'urgence peuvent se rendre reste toutefois ouverte. CHIBOLITO est immobilisée et utilise ce temps pour renforcer ses futures activités et outils pédagogiques avec les enfants. Mais l'association craint que cette situation affecte la nutrition des enfants, beaucoup de familles se retrouvant sans revenus.* » L'organisation KALLPA, quant à elle, vient en aide aux familles qui traversent une situation économique critique pendant l'état d'urgence en leur livrant des vivres.

Aux Philippines, le coronavirus n'arrête pas les luttes paysannes

Les Philippines est le pays d'Asie du sud-est le plus violemment touché par la pandémie. Les mesures de confinement imposées étaient encore d'actualité début mai, avec **une forte répression de la part des autorités** vis-à-vis des personnes réfractaires au confinement. Dans ces circonstances compliquées, **nos partenaires philippins continuent leur lutte pour l'accès à la terre, la mise en place de l'agroécologie, le renforcement des communautés de paysans et de pêcheurs**. Les difficultés liées à la pandémie s'ajoutent à un contexte politique de répression des défenseurs des droits humains et de l'environnement et à une nouvelle loi favorisant les importations de riz à bas prix.

Nos autres partenaires à Madagascar, au Brésil (où selon le président Bolsonaro, les réactions face au coronavirus sont une mascarade mondiale) et au Nicaragua ont suspendu en prévention une grande partie de leurs activités.

■ **Quentin Minsier**
Chargé de communication

Covid-19 : entendre aussi les voix du sud

Confinement : voici le mot d'ordre donné à pas moins de 3 milliards de personnes dans environ 70 pays pour lutter contre la propagation du Covid-19. S'il est facilement applicable dans le cas où nous avons un toit, un confort de vie et des services publics performants qui nous permettent de faire face à cette situation plus ou moins sereinement, qu'en est-il pour celles et ceux dont la survie dépend avant tout de l'économie informelle et de la solidarité interpersonnelle ? Sous forme d'une analyse, Entraide et Fraternité expose la parole de ses partenaires du sud afin de mieux saisir la signification de cette crise sanitaire dans les régions du monde dont les médias parlent peu.

En savoir plus ?
Lisez l'analyse d'Hélène Capocci sur www.entraide.be/-analyses

Le paradoxe de la crise de l'eau au Brésil

Le Brésil détient près de 20 % de la réserve d'eau de notre planète et pourtant, le pays commence cruellement à manquer d'eau dans certaines zones. Zoom sur les causes qui expliquent ce paradoxe autour de l'or bleu.

Ressource rare et stratégique, l'eau demeure l'un des enjeux géopolitiques central de tous côtés du monde. Au Brésil comme ailleurs, alors que le pays est naturellement bien servi en eau, les populations doivent lutter pour conserver le droit d'accès à cette ressource vitale. Un combat difficile pour les paysans et paysannes qui sont les premiers touchés par les sécheresses, par le manque d'eau douce et par la pollution des terres. De leurs terres.

Trésor végétal

C'est au nord du Brésil, dans le fleuve Amazone, que se niche l'une des plus grandes réserves d'eau au monde. En effet, l'Amazone possède le plus gros bassin hydrographique de tous les systèmes fluviaux. Il draine une surface d'environ 6 300 000 km², soit près de 40 % de l'Amérique du sud.

Au centre du pays, la région du Cerrado est également connue internationalement pour son double rôle de réserve et de distributeur d'eau. En son sein, des innombrables sources d'eau se dessinent et viennent alimenter les bassins de réserve hydraulique du pays. Le Cerrado est un véritable trésor végétal - 65 000 variétés dénombrées - qui a un rôle clé pour l'équilibre hydrique du pays. À chaque cycle, la flore du Cerrado maintient l'eau de la saison des pluies et permet ainsi aux nappes phréatiques de se recharger. Le Cerrado est composé de petits arbres ayant d'importantes racines, qui fonctionnent comme une grande éponge qui conserve et distribue l'eau dans les autres régions. Ces eaux contribuent à la survie d'une grande partie de la population brésilienne et de son environnement.

Une réserve qui se tarit

Malgré tout, année après année, jour après jour, les réserves d'eau douce brésiliennes s'épuisent, se

tarissent. Changement climatique, agriculture intensive, sur-développement de l'industrie, etc. : les causes qui menacent l'accès à l'eau sont nombreuses et souvent s'entremêlent. Elles ont un triste impact commun sur les populations brésiliennes qui, elles-mêmes, ne peuvent bénéficier pleinement de cette ressource qui est pourtant la leur.

Inégalement répartie sur le territoire immense qu'est le Brésil, l'eau n'est pas accessible pour toutes et tous.

Ou du moins pas au même niveau de qualité. À Rio et dans les grandes villes, son traitement est particulièrement sous-estimé par les autorités. Ainsi, il n'est pas rare qu'au Brésil, en tournant le robinet, l'eau qui en coule soit totalement brune et souillée. Une eau « disponible » qui s'avère souvent dangereuse pour les populations. Dans les zones plus arides du territoire brésilien, l'accès à l'eau est difficile et incertain, entraînant des difficultés quotidiennes tant pour l'usage domestique que pour celui lié à la culture de la terre.

Si le Cerrado demeure le cœur d'apport en eau pour la majorité du pays et de ses habitants, il est également la mine d'or bleu pour les multinationales de l'industrie qui pompent grandement ses réserves, en plus d'en accaparer et d'en abîmer les terres. **Pour lutter contre les pénuries en eau, le pays a décidé d'enclencher des programmes de préservation des forêts.** Mais, pour contrer les effets du réchauffement climatique et l'impact que celui-ci aura sur les ressources en eau du territoire, le gouvernement reste flou. Les mesures se font attendre.

■ Céline Masfrand

Département Communication



Au Brésil, les populations doivent lutter pour conserver le droit d'accès à l'eau, accaparée par l'agrobusiness.



Nos partenaires locaux forment les communautés paysannes aux processus de récupération des sources d'eau.

Les sources d'eau, puits de vie du Brésil

Au Brésil, l'agrobusiness bat son plein. Fortement encouragées et même protégées par le gouvernement au détriment des petits paysans, les grandes entreprises de l'agroalimentaire viennent souiller les terres et polluer les cours d'eau brésiliens. Pour s'opposer à cette logique du tout au profit, les partenaires d'Entraide et Fraternité et les communautés soutenues s'attèlent à défendre et protéger leur environnement coûte que coûte. Grâce à leur important travail de réhabilitation des sources d'eau, ils garantissent aux communautés un accès à cette ressource essentielle à la vie.

Au Brésil, **Entraide et Fraternité agit dans le cadre de son programme droit aux ressources** dans l'État de Goiás, au centre du pays. C'est grâce aux actions développées par nos partenaires locaux que l'agroécologie s'y développe peu à peu, garantissant à des communautés entières davantage de sécurité alimentaire et ce, dans le respect de leur terre. Création de parcelles vivrières et médicinales, développement des pratiques agroécologiques, création et réhabilitation de sources d'eau sont autant d'actions portées par nos partenaires.

Plus spécifiquement, la Commission pastorale de la terre (CPT) de Goiás participe à la création et à la réhabilitation de sources d'eau sur les terres brésiliennes. Une nécessité pour les paysans et paysannes brésiliens. Car sans eau, pas de cultures pérennes. Sans eau, la vie est dure, la faim menace. Dans l'État de Goiás, la situation est particulièrement alarmante. Beaucoup de paysans souffrent de ce manque d'eau ainsi que de sa pollution. Cette situation favorise l'émergence de nombreuses maladies et limite les capacités d'élevage et de culture.

Contre l'effet des fazendeiros

Le travail de réhabilitation des sources d'eau est devenu essentiel pour contrer les effets néfastes du développement des grandes entreprises de l'agrobusiness au Brésil et des *fazendeiros*, les grands propriétaires terriens. Ceux-ci détériorent, épuisent et polluent les terres et leurs ressources. Très souvent, la terre n'est plus productive après leur passage. À cause du déboisement massif des zones, les sources d'eau sont tarées

et/ou polluées car la barrière naturelle de protection boisée qui les protégeait n'est plus. Pourtant, la loi impose de protéger les sources d'eau sur un rayon de 50 mètres. Mais, très souvent, cette loi n'est pas respectée, **les fazendeiros déboisent chaque jour un peu plus pour augmenter leur surface de production.**

Faire jaillir l'eau, la vie

Pour faire à nouveau jaillir l'eau et réparer les dommages causés par l'agrobusiness, les paysans doivent alors travailler d'arrache-pied. Concrètement, **les communautés paysannes sont formées par nos partenaires locaux aux processus de récupération des sources d'eau.** En tous points, la récupération d'une source d'eau est particulièrement importante pour les communautés. L'aménagement d'une source ou sa réhabilitation contribue, en effet, fortement au renforcement des communautés paysannes puisqu'elles pourront bénéficier directement de la source pour développer leurs cultures et abreuver leur bétail, mais aussi en faire un usage domestique.

À terme, **le travail de nos partenaires permettra de réhabiliter huit sources d'eau.** Celles-ci seront situées à Caipônia, Jataí, Goiás, Silvânia et Formosa. Au total, c'est plus de 160 familles qui pourront en bénéficier. Un accès essentiel pour garantir à ces hommes, ces femmes et ces enfants une autonomie alimentaire et une vie digne.

■ C.M.

Contre les pandémies, l'agroécologie !

L'agroécologie, si elle avait été choisie comme modèle agricole dominant, aurait-elle pu nous éviter la pandémie du Covid-19 et toutes ses conséquences ? Est-elle aujourd'hui une piste pour éviter de nouvelles pandémies ? Peut-elle nous aider à devenir plus résilients face à ce genre de crise, qui n'est probablement pas la dernière ?



L'agroécologie, bien plus qu'une technique agricole²

Comme d'autres maladies récentes, le Covid-19 nous a été transmis par les animaux¹. **Des virus qui auraient dû rester l'apanage de la faune sauvage sont arrivés jusqu'à nous.** De plus en plus fréquemment, des virus inoffensifs pour les animaux franchissent ainsi la « barrière d'espèce » en s'adaptant et en s'introduisant ensuite dans nos organismes, où ils peuvent s'avérer très dangereux. Le coronavirus actuel, par exemple, vient de la chauve-souris. En passant par le pangolin, il a subi une mutation de sa structure qui l'a rendu à même de trouver la porte d'entrée de nos cellules.

Depuis des décennies, notre modèle agro-industriel détruit l'habitat des animaux sauvages et nous rapproche d'eux. Par conséquent, **les frontières avec les zones habitées par les humains deviennent poreuses**, les contacts plus fréquents et les occasions pour les virus de migrer vers l'être humain, plus nombreuses.

L'agriculture industrielle contribue aussi à détruire la biodiversité. Or, **plus il y a de biodiversité, plus il y a de virus**, mais plus ils sont « dilués » et **moins ils risquent de se transmettre à l'être humain.** « *Les milieux riches*

L'agroécologie cherche à cultiver la terre en tentant d'imiter le fonctionnement des écosystèmes dans les pratiques culturales. C'est **sa dimension environnementale** : suppression des intrants issus de la pétrochimie grâce aux interactions entre plantes et animaux dans l'écosystème agricole, enrichissement de la biodiversité et amélioration de la résilience et de l'adaptation au changement climatique.

Mais l'agroécologie se fonde aussi sur **des principes économiques** : économie circulaire, sociale et solidaire, promotion des circuits courts et donc de l'emploi local, diversification des revenus pour les agriculteurs et autonomie alimentaire locale. Elle promeut aussi **des valeurs liées au domaine socioculturel** : diversité et solidarité, échanges de savoirs et de pratiques, renforcement des communautés locales, alimentation saine, etc. Elle a même **une dimension politique** : contrôle des ressources (semences, terres, etc.) par les populations et les communautés, promotion d'une gouvernance décentralisée et participative des systèmes de production agricole, demande de soutien et d'investissement publics...

1 appelées zoonoses

2 Voir la note stratégique *L'agroécologie vue par Entraide et Fraternité* sur www.entraide.be. Lien raccourci : <https://miniurl.be/r-2zuz>

en biodiversité (...) contribuent à réduire la transmission des maladies zoonotiques et sont plus résilients, explique Serge Morand, écologue de la santé. Les pathogènes y sont certes nombreux, mais circulent 'à bas bruit', localement, répartis sur beaucoup d'espèces. Ils ne se propagent pas facilement d'un endroit à l'autre et d'une espèce à l'autre et ne se transforment donc pas en grosses épidémies. C'est ce qu'on appelle l'effet de dilution. »³

L'élevage intensif est également dangereux pour notre santé, car il constitue un « bouillon de culture » pour des virus et bactéries transmis par la faune sauvage, comme ce fut le cas pour la grippe aviaire qui a touché les élevages de poulets en batterie et dont une souche (H5N1) a muté et contaminé les êtres humains.

L'agroécologie, un antivirus efficace ?

Face à ces pratiques agricoles et industrielles pathogènes, **l'agroécologie, pratiquée à grande échelle, constituerait une barrière efficace : elle respecte les habitats naturels** des animaux sauvages, elle **favorise la biodiversité** et elle se pratique à petite échelle, faisant cohabiter une agriculture et un élevage où **presque rien ne se perd** : les déchets alimentaires ou végétaux nourrissent les animaux ou sont compostés, les excréments de ces derniers fertilisent les sols...

Avec un tel modèle agricole, **le passage de la « barrière d'espèce » d'un virus de la faune sauvage jusqu'à l'être humain est beaucoup moins probable que dans le modèle actuel.**

Une piste pour faire face et rebondir

L'agroécologie peut aussi **nous aider à faire face aux pandémies, aujourd'hui et demain.** Car cette crise nous ouvre les yeux sur **notre dépendance alimentaire** : la Belgique produit en masse des pommes de terre pour



Le modèle agro-industriel détruit l'habitat des animaux sauvages comme la chauve-souris, porteuse du coronavirus

l'exportation, mais nous dépendons des importations pour 2/3 de nos céréales panifiables, pour 80 % des fruits et légumes, pour 85-90 % des produits ovins et caprins. Et l'alimentation de notre bétail dépend largement du soja latino-américain⁴.

C'est pourquoi l'OMS a évoqué le **risque d'une pénurie alimentaire** : les rouages des économies ouvertes se grippent dès que les échanges internationaux sont entravés, comme c'est le cas en raison de la pandémie.

Ce n'est donc pas la quantité de nourriture qui fait défaut, mais son mode de production et de distribution. Face à cela, **l'agroécologie permettrait d'élever notre taux d'autosuffisance alimentaire en relocalisant et en diversifiant la production.** Sans bannir le commerce international, mais en le mettant au service d'une alimentation diversifiée et respectueuse de la nature, des saisons, des travailleurs et travailleuses.

Choisir l'agroécologie comme modèle majoritaire résoudrait donc en grande partie le problème de notre dépendance alimentaire, en plus d'être bénéfique pour nos paysages, pour l'emploi, pour notre santé, pour le climat, pour la nature... et contre les pandémies et leur cortège de dégâts économiques, sociaux, humains. Il y aura beaucoup à faire pour reconstruire ce que le coronavirus a détruit. Lever les obstacles au développement de l'agroécologie, chez nous mais aussi dans le sud, doit être une priorité pour nos gouvernants. C'est l'objectif du plaidoyer mené par Entraide et Fraternité auprès de nos décideurs, avec d'autres organisations et un soutien de plus en plus important des citoyens et citoyennes. Pour une société en bonne santé !

■ Isabelle Franck

Chargée d'analyses et de mobilisation citoyenne politique

³ La crise du coronavirus est une crise écologique, interview de Serge Morand par Coralie Schaub, dans Libération du 26 mars 2020. Lien raccourci : <https://miniurl.be/r-302r>

⁴ Source : Olivier De Schutter dans CQFD, sur La Première, le 9 avril 2020. Lien raccourci : <https://miniurl.be/r-2zur>

Entraide et Fraternité dans les médias

RTBF : une investigation dévoile la face cachée du groupe SOCFIN

Salaires en-dessous du minimum légal, pollution de cours d'eau, travail d'enfants dans les plantations. Voici quelques-unes des révélations, incriminant le groupe SOCFIN, divulguées dans la première édition de l'émission #Investigation. La RTBF a pu dévoiler la face cachée du **groupe d'huile de palme SOCFIN**, alors que cette entreprise **bénéficie de financements bancaires dits « socialement responsables »**. Ce n'est pourtant pas la première fois que cette société est pointée du doigt. Il s'agit d'un cas qu'Entraide et Fraternité suit depuis plusieurs années avec d'autres ONG belges (FIAN Belgium, Financité, le CNCD-11.11.11, AEFJN et FairFin) et qui concerne deux banques bien connues chez nous : Belfius et ING. Dans le passé, plusieurs actions ont été menées devant les bureaux d'ING

ou pendant l'Assemblée générale de SOCFIN au Luxembourg. Si Belfius a retiré la société de sa gamme d'investissements socialement responsables, ce n'est pas le cas d'ING. La bancassurance internationale reste un « partenaire financier belge privilégié de SOCFIN ».

En 2018, les ONG ont donc lancé la campagne **STOP Greenwash-ING**. La diffusion du reportage a permis de relancer **cette campagne qui invite les citoyens à interpeller ING** via le site internet www.greenwash-ing.be.



Manifestation devant les bureaux d'ING contre le greenwashing.

OPINIONS ET CARTES BLANCHES : DES OUTILS POUR LE PLAIDOYER

Les cartes blanches et opinions publiées dans la presse écrite peuvent avoir un impact politique considérable. Cela en fait des outils privilégiés au sein du service politique d'Entraide et Fraternité. En voici une petite sélection.

1. La gestion calamiteuse du coronavirus par la Banque mondiale et le FMI

Cette opinion, parue sur le site de La Libre Belgique (www.lalibre.be) le 25 mars 2020, a également fait l'objet d'une analyse disponible sur www.entraide.be/analyses-.

Aujourd'hui, dans 46 pays classés « à faible revenu », le budget annuel affecté au paiement de la dette est supérieur aux dépenses publiques dans le secteur de la santé. Entraide et Fraternité appelle à la suspension du paiement de la dette (avec gel des intérêts) et à l'annulation de certaines dettes. Des mesures importantes qui devraient compter parmi les mesures immédiates à prendre face à la pandémie.

2. La fausse annulation de dettes africaines annoncée par le président Macron

Carte blanche parue dans Le Soir du 17 avril 2020, co-signée par Milan Rivié du CADTM, Antonio Gambini du

www.entraide.be/-autres-publications- et Renaud Vivien d'Entraide et Fraternité. Lisez la carte blanche complète sur www.entraide.be/-autres-publications-.

En avril, le président français Emmanuel Macron annonçait « l'annulation massive de la dette » des pays africains pour les aider à lutter contre le coronavirus et à surmonter la crise économique. Cet engagement fut de courte durée. L'annulation massive s'est rapidement transformée en un simple report de paiement sur une partie de la dette des 73 pays classés parmi « les plus pauvres ».

3. 8 questions/réponses sur la dette des pays du sud et le coronavirus

Questions et réponses rédigées par Renaud Vivien et publiées sur le site Pour.press, une coopérative d'édition qui développe un bouquet d'outils.

Disponible sur www.entraide.be/8-questions-reponses-sur-la-dette-du-sud-et-le-coronavirus

Le 5 mai, la représentante belge à la Banque mondiale était auditionnée à la Chambre des représentants sur la question de l'annulation de la dette des pays du sud dans le contexte de crise du coronavirus. À cette occasion, Entraide et Fraternité a rédigé huit questions/réponses sur la dette des pays du sud et le coronavirus pour saisir la réalité des engagements des créanciers dont fait partie la Banque mondiale, au-delà de leurs effets d'annonce.

Juste Terre ! Publication commune Entraide et Fraternité asbl et Action Vivre Ensemble asbl

Siège rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles | T 02 227 66 80 | info@entraide.be | www.entraide.be | www.vivre-ensemble.be
Conception - coordination V. Martin, C. Houssiau | Éd. responsable A. Fischer | Maquette et Impression Snel Grafics | Photos Entraide et Fraternité (sauf mention contraire)
Attestation fiscale pour tout don à partir de 40 €/an. Nos deux organisations sont habilitées à recevoir des legs par testament.

Avec le soutien de



Entraide et Fraternité - IBAN BE68 0000 0000 3434 - Merci

Cette publication est réalisée avec le soutien de la DGD, ce qui nous permet de consacrer vos dons au soutien direct de nos partenaires dans le Sud.